



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 mars 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 23 mars 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris comme suite à la note verbale du 10 mars 2020 (S/2020/196, annexe), dans laquelle le Représentant permanent de l'Égypte a cherché à détourner l'attention des agissements auxquels se livrent le Gouvernement égyptien et ses appuis pour renverser le Gouvernement légitime de la Libye, qui est soutenu par l'Organisation des Nations Unies, et pour mettre en place un autre régime militaire autoritaire dans la région.

Les régimes autoritaires et les États répressifs ont coutume de diffuser des informations mensongères et fallacieuses pour dissimuler les faits et manipuler l'opinion. Aussi n'est-il guère surprenant que le Gouvernement égyptien use de ce procédé déplorable pour saper la démocratie et la légitimité internationale.

Je tiens à rétablir les faits. La Turquie a toujours soutenu la recherche d'un règlement politique global et inclusif sous la conduite des Libyens eux-mêmes, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Elle a appuyé l'action menée par le Conseil de sécurité et le Secrétaire général pour défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la Libye, et pour établir un régime civil durable et légitime qui réponde au seul peuple libyen. Conformément à la résolution 2259 (2015) et à la demande du Gouvernement d'entente nationale, la Turquie aide celui-ci à faire face aux menaces qui compromettent la sécurité de la Libye.

À l'inverse, l'Égypte et ses appuis continuent de déstabiliser la Libye et d'agir d'une manière manifestement contraire à la résolution 2259 (2015), dans laquelle le Conseil de sécurité a demandé à tous les États Membres de reconnaître le Gouvernement d'entente nationale comme seul gouvernement légitime de Libye, ainsi que de ne plus soutenir les institutions parallèles qui prétendent représenter l'autorité légitime et de cesser tout contact officiel avec elles.

Le 8 janvier 2020, le Président de la Turquie, M. Erdoğan, et le Président de la Fédération de Russie, M. Poutine, ont exhorté toutes les parties à cesser les hostilités, à déclarer un cessez-le-feu durable et à engager des négociations sans délai. Avec l'appui de la Turquie, le Gouvernement légitime de la Libye a signé l'accord conjoint de cessez-le-feu à Moscou, tandis que les représentants du Gouvernement égyptien et de ses appuis ont recommandé au chef des milices violentes de ne pas le signer, l'encourageant au contraire à poursuivre l'agression militaire. Il va sans dire qu'il s'agit là de la cause première des ravages que le pays continue de subir.

Face à ces tentatives pernicieuses visant à imposer une solution militaire, la Turquie a redoublé d'efforts pour promouvoir un règlement pacifique du conflit en



coopération avec d'autres acteurs internationaux responsables, notamment en participant au sommet de Berlin et en apportant son soutien aux conclusions qui y ont été formulées. Elle continuera de promouvoir l'action facilitée par l'Organisation des Nations Unies pour trouver une solution politique inclusive à ce conflit qui a causé tant de souffrances au peuple libyen.

Le Gouvernement égyptien et ses appuis risquent toutefois de faire échouer tous ces efforts s'ils continuent de soutenir les institutions parallèles, les milices violentes, les mercenaires et les groupes terroristes. Ils se sont ainsi employés, entre autres, à lutter aux côtés de groupes terroristes et à apporter un soutien militaire direct aux forces qui œuvrent contre le Gouvernement légitime de la Libye, ainsi qu'à financer des mercenaires, à faciliter des attaques aveugles contre des civils, à violer l'embargo sur les armes, à donner asile à des personnes figurant sur la liste des sanctions et à violer l'embargo pétrolier. Ils ont appuyé à plusieurs reprises des actes qui constituent des crimes de guerre selon les rapports de l'Organisation des Nations Unies, par exemple dans le cas du bombardement du centre de détention de Tajoura.

On trouvera quantité d'informations sur les violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité et du droit international commises par le Gouvernement égyptien et les acteurs qui lui apportent un appui financier dans les rapports de l'Organisation des Nations Unies et les sources disponibles en libre accès. La Turquie est prête à fournir de plus amples informations sur ces activités malveillantes.

Fort d'un tel soutien, le chef de guerre Haftar, qui est accusé de torture aux États-Unis, n'hésite pas à bombarder des civils, à enrôler des enfants soldats et à forcer des migrants à combattre pour lui. Un article paru récemment dans le New York Times et intitulé « Inside Haftar's Libya: A Police State with an Islamist Twist » a clairement fait ressortir que différents groupes de terroristes, d'extrémistes et de mercenaires avaient formé une coalition de criminels de guerre avec Haftar pour renverser le Gouvernement légitime de la Libye soutenu par l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité doit rappeler sans plus attendre qu'il ne saurait y avoir de raison légitime d'aider un criminel de guerre comme Haftar et engager le Gouvernement égyptien à cesser de violer la résolution [2259 \(2015\)](#), à mettre fin à son agression contre le Gouvernement légitime et à respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale des autres États.

Le peuple libyen mérite de vivre dans un pays démocratique, laïque et stable, qui soit doté de frontières sûres et d'une économie forte, tout comme les peuples de Syrie et d'Égypte. La paix et la stabilité au Moyen-Orient resteront de pures chimères tant que le Gouvernement égyptien et ses appuis s'emploieront sournoisement à exporter par tous les moyens leurs régimes autoritaires dans d'autres pays en allant jusqu'à soutenir des criminels de guerre et des terroristes, afin d'y anéantir tout espoir de démocratie et de légitimité populaire.

Il est désormais parfaitement évident que le Gouvernement égyptien n'entend pas favoriser la paix et la stabilité en Libye. Autrement, il aurait commencé par faire pression sur Haftar pour l'amener à mettre fin à son offensive contre Tripoli et à s'engager à pleinement respecter les conclusions du sommet de Berlin. Plutôt, le Gouvernement égyptien préfère soutenir des criminels de guerre qui perpètrent des violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité, tout en diffusant systématiquement des informations visant à déformer la situation réelle sur le terrain.

La Turquie se tient prête à fournir de plus amples informations sur les activités illégales et dévastatrices menées par le Gouvernement égyptien en violation du droit international.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Feridun H. **Sinirlioğlu**
